



Jeudi 27 Janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Réunion du Gouvernement : examen de projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs

Des projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs ont été examinés lors d'une réunion du Gouvernement, présidée mercredi par visioconférence par le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Le gouvernement compte simplifier le dédouanement des chaînes de production rénovées

Un projet de décret exécutif portant sur la simplification des procédures d'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés a été examiné, mercredi, lors d'une réunion du Gouvernement, présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **Exportations algériennes du GNL: une croissance de 7,8 % en 2021**

Les exportations algériennes en gaz naturel liquéfié (GNL) ont enregistré une croissance de 7,8 % en 2021, atteignant ainsi 11,48 millions de tonnes, a fait savoir, mercredi, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).



## **GRAND ANGLE :Le pari de l'export**

Le rôle du secteur privé national dans la diversification économique n'est plus à démontrer. Aussi, le soutien de l'Etat aux entreprises privées algériennes, dans le sillage de la politique de l'Etat pour l'instauration d'un nouveau régime de croissance, traduit la volonté des pouvoirs publics d'impliquer davantage ce secteur dans la promotion des exportations hors hydrocarbures, dont le valeur a approché le seuil des 5 milliards de dollars à fin 2021, grâce justement aux mesures d'encouragement et d'accompagnement des opérateurs à l'export, notamment les PME.



## **Gouvernement: Examen de deux projet de décongestion du trafic routier à Alger**

Deux projets de décrets exécutifs portant déclaration d'utilité publique des opérations visant la décongestion du trafic routier de la capitale, ont été examinés mercredi lors d'une réunion du Gouvernement, tenue par visioconférence, sous la présidence du Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministère.



## **ILS N'ONT PAS BÉNÉFICIÉ À CE JOUR DE LA REVALORISATION DE LEURS PENSIONS**

### **Le cri de détresse des retraités**

Les retraités attendent depuis le mois de mai 2021 les maigres revalorisations de leur pension auxquelles ils ont droit, comprises entre 2 et 7%, sans qu'aucun responsable ne pense à leur situation ou leur pouvoir d'achat.

## PRODUITS IMPORTÉS

### Importante baisse des mariages en 2020 Appels au gel des taxes DAPS

Dans un contexte économique et social particulièrement inquiétant qui jette un pan entier d'Algériens dans une situation de vulnérabilité et creuse les inégalités, l'Organisation de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce) et l'Union générale des commerçants & artisans algériens (Ugcaa) ont décidé de réagir.

## LES ENTREPRISES FACE À LA FLAMBÉE DES CONTAMINATIONS

### Un autre coup dur pour l'économie

«Il faut éviter que les entreprises tombent dans la précarité économique qui n'aura aucun bénéfice sur l'économie surtout les TPE et les PME», a indiqué le président de la CAPC, Sami Agli. Après une reprise timide en 2021, l'activité économique renoue avec la baisse en ce début d'année. Certes, ce n'est pas le retour au confinement décrété durant la première vague et aux restrictions des vagues qui s'en sont suivies, mais la flambée des contaminations au coronavirus provoquée par la propagation rapide du variant Omicron, désormais dominant, commence à peser lourdement sur différents secteurs. L'interdiction de toute rencontre, séminaire, la fermeture des espaces de loisirs, des salles de fêtes et autres lieux de regroupement aura son impact sur l'activité économique et commerciale. Hôtels, salles de conférences, les entreprises spécialisées dans l'événementiel commencent déjà à ressentir l'effet d'une telle situation, même si on ne parle que d'ajournement actuellement.

## ALORS QUE LE BRENT SE NÉGOCIE AU PLUS HAUT DEPUIS SEPT ANS

### L'OPEP+ devrait s'en tenir à son plan de production

L'OPEP et ses alliés devraient s'en tenir à leur plan de production, lors de leur prochaine réunion, prévue début février. Aucun changement ne serait ainsi en perspective, en dépit de la montée des prix du pétrole, influencés par la forte demande mondiale, mais également impactés par des facteurs exogènes dont des incertitudes géopolitiques, notamment la situation conflictuelle en cours aux frontières de la Russie.



## L'ÉDITO

### La voix de la raison

La crise sanitaire continue d'imprimer son estampille sur la vie nationale au point de conditionner toute politique gouvernementale. Nos dirigeants, comme leurs homologues partout ailleurs, ont les yeux rivés sur la courbe des contaminations qui détermine les actions à suivre dans différents domaines. Le débat qui se déroule pour le moment en sourdine sur la nécessité ou non de prolonger les vacances scolaires exceptionnelles, décidées suite à la dégradation de la situation sanitaire, donne, à lui seul, un aperçu sur cet impact que la Covid-19 continue d'avoir sur la vie publique.



### SMAÏL KOUADRIA, PRÉSIDENT DE LA MISSION D'INFORMATION PARLEMENTAIRE SUR LES PÉNURIES

“La responsabilité est partagée” La mission d'information parlementaire sur les pénuries rendra ses conclusions la semaine prochaine. En attendant, son président, Smaïl Kouadria, pointe du doigt les mesures prises par le ministère du Commerce.



### SUBVENTION CIBLÉE DES PRODUITS DE BASE

Une politique difficile à mettre en œuvre Le mécanisme de compensation monétaire “risque carrément d'être mis en veilleuse de crainte d'accélérer le rythme de l'inflation, menaçant ainsi des équilibres économiques et sociaux déjà fragiles”, pense l'économiste Brahim Guendouzi.

La récente déclaration du ministre de l'Agriculture qui a exclu toute augmentation du prix du lait subventionné en sachet de 25 DA renseigne clairement sur les difficultés auxquelles fait face le gouvernement pour mettre en œuvre sa stratégie de ciblage des subventions. L'Exécutif a décidé de revoir le niveau des prix des produits subventionnés en garantissant aux citoyens nécessiteux un versement qui compensera toute éventuelle hausse de la tarification.



## **SOUTENUS PAR UNE DEMANDE SOLIDE ET LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES**

### **Les prix du pétrole dépassent les 90 dollars le baril**

Les prix du pétrole ont poursuivi, hier, leur hausse toujours soutenue par une demande solide et une offre de pétrole brut restreinte, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes en Ukraine et au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent a dépassé le seuil des 90 dollars pour la première fois depuis octobre 2014. Plusieurs grandes banques, dont Morgan Stanley et Goldman Sachs s'attendent désormais à ce que le brut dépasse 100 dollars le baril ou plus (120 dollars le baril pour Bank of America d'ici l'été), indique l'IFP Energies Nouvelles (Ifpen) dans son dernier "tableau de bord" sur les marchés pétroliers. Le consensus des économistes interrogés par Bloomberg au 21 janvier 2022 prévoit un prix moyen de 74,0 dollars le baril pour cette année.



## **GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ**

### **Forte hausse des exportations algériennes en 2021**

Les exportations algériennes en gaz naturel liquéfié (GNL) ont enregistré une croissance de 7,8% en 2021, atteignant ainsi 11,48 millions de tonnes, a fait savoir, hier, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep). Dans son rapport intitulé "Évolutions du GNL et de l'hydrogène au dernier trimestre de 2021", repris par l'APS, l'Opaep a indiqué que "l'Algérie clôture l'année 2021 avec des exportations globales de 11,48 millions de tonnes contre 10,58 millions de tonnes, soit une croissance annuelle de 7,8%".



## **EXPORTATIONS ALGÉRIENNES DE GNL Une croissance de 7,8% en 2021**

Dans son rapport intitulé «Evolutions du GNL et de l'hydrogène au dernier trimestre de 2021», l'OPAEP a indiqué que «l'Algérie clôture l'année 2021 avec des exportations globales de 11,48 millions de tonnes contre 10,58 millions de tonnes, soit une croissance annuelle de 7,8%». Au dernier trimestre seulement, les exportations algériennes en GNL ont atteint près de 2,74 millions de tonnes contre 2,5 millions de tonnes au dernier trimestre de 2020, soit une croissance de 9,6 % sur une base annuelle.



## **RÉUNION DE GOUVERNEMENT**

## Vers la relance des industries électriques

Des projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs ont été examinés lors de la réunion de gouvernement, présidée, hier, par visioconférence, par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.



## [Selon le FMI: L'économie mondiale entame 2022 au ralenti, de nombreux risques à l'horizon](#)

Coup de frein en Chine et aux Etats-Unis, net ralentissement de la croissance mondiale. Omicron, inflation et relèvements des taux d'intérêt sont autant de nuages qui assombrissent l'horizon économique en ce début 2022, a prévenu, mardi, le Fonds monétaire international (FMI).



## [GNL](#)

### [Les exportations en hausse](#)

Les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié ont enregistré une croissance de 7,8% en 2021 pour atteindre 11,48 millions de tonnes, indique un rapport de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep). L'Algérie a terminé l'année 2021 avec des exportations totales de 11,48 tonnes, contre 10,58 millions de tonnes, avec un taux de croissance annuel de 7,8%.



[القروض ليست حكرا على الشباب وإحاق هيئات الدعم بوزارة المؤسسات](#)

## الحكومة تمحو آثار "أونساج!"

قررت الحكومة عبر 5 مراسيم جديدة صدرت في العدد الأخير للجريدة الرسمية محو آثار قروض دعم الشباب "أونساج" التي طالتها الكثير من الانتقادات، وأفرزت 70 بالمائة من المشاريع الفاشلة، واستبدالها بإجراءات جديدة يكون فيها المشروع قابلا للتوسعة والتمويل الإضافي، وليس حكرا على فئة الشباب وإنما يتسنى حتى للبالغين 55 سنة الاستفادة منه.



## وفق توقعات وزير الطاقة السابق عبد المجيد عطار لـ "الشروق":

### بحبوحة النفط لن تستمر في الزمن ولا في الأسعار

تخطت أسعار النفط الخام الأربعاء حاجز 89 دولارا، بفارق 35 دولارا عن قيمتها في نفس الفترة من العام الماضي، وهو أعلى مستوى لها منذ 8 سنوات، وتحديدًا منذ خريف 2014 والصدمة النفطية العنيفة التي هوت حينها بأسعار الذهب الأسود. هذه أسباب الارتفاع وبرميل فوق 90 دولارا سيهوي بالسوق مجددا



## منصف بوضرية: زيادة الرسوم والضرائب للمنتجات المستوردة سيحمي الإقتصاد الجزائري

وجه رئيس جمعية منتجي الخزف والسيراميك منصف بوضرية، الشكر للوزير الأول وزير المالية أيمن عبد الرحمان على قرار زيادة الرسوم والضرائب الجمركية للمنتجات التي تصنع في الخارج وتستورد إلى الجزائر.



## زيادات في معاشات مليونى متقاعد منتصف فيفري

ستطبق بأثر رجعي اعتبارا من جانفي

## قيمة الزيادات تتراوح بين ألف و6 آلاف دينار

سيستفيد مليوننا متقاعد من زيادات متفاوتة في المعاشات بداية من منتصف شهر فيفري الداخل ناتجة عن مراجعة الضريبة على الدخل الإجمالي التي أقرتها الحكومة بموجب قانون المالية لسنة 2022، وهي زيادات ستمس فقط الفئة التي تزيد قيمة معاشها ثلاثين ألف دينار.



## دراسة شروط وكيفيات منح رخصة جمركة خطوط ومعدات الإنتاج

خلص إجتماع الحكومة المنعقد اليوم برئاسة الوزير الاول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان إلى عدة قرارات وتوصيات هامة ميست عدد من القطاعات.



# Loi de finances 2022 revue et corrigée : après les avocats, à qui le tour ?

Par Dr Bouchikhi Nourredine

**F**inalement les avocats ont eu gain de cause et sont parvenus à faire entendre leur voix après un bras de fer qui aura duré quelques semaines en optant pour le boycott des audiences dans les différents tribunaux et à cet égard ils méritent tout le respect malgré une campagne de dénigrement tous azimuts menée dans les réseaux sociaux et à travers certains articles de presse les accusant d'être pas moins que des hors-la-loi ! Alors qu'ils défendaient leurs intérêts ; un droit légitime et reconnu et pour des hommes de Droit ils sont bien placés pour le faire valoir avec la manière qu'ils jugent la plus efficace.

**L**e ministère des Finances a finalement accepté de revenir à de meilleurs sentiments et s'est, enfin, décidé à revoir les dispositions relatives à la nouvelle loi de finances pour cette catégorie ; il a fini par comprendre que le métier d'avocat ne peut être assimilé à une activité commerciale et ne peut être traité ainsi ; mais cette situation n'est malheureusement pas l'apanage exclusif du corps des avocats, elle intéresse parmi tant d'autres professions celles des notaires, des huissiers, des comptables et l'en oublie ; mais aussi et surtout les médecins ; « surtout » parce que médecin est un métier qui n'est pas soumis à un registre de commerce, sa finalité avant tout est de soigner les gens et doit être

donc considéré ainsi. Pour le moment nous ne savons pas si ce traitement est une faveur accordée juste à ceux qui ont tenu tête avec abnégation ce qui serait précurseur à des réactions en chaîne de tous ceux qui s'estiment être dans la même situation ou bien s'agit-il d'une remise en question des pouvoirs publics qui se seraient aperçus de leur bug ? Et dans ce cas les avocats auront honoré la profession et plaidé la cause de tous et de la meilleure façon qu'elle soit. En tous cas on le saura rapidement, c'est une question de jours ou de semaines.

**L**e Syndicat des médecins, contrairement à celui des avocats, a cru bon d'opter par un travail de coulisses ce qui ne semble pas avoir donné satisfaction à la base jusqu'à l'heure et ne pourra pas contenir, indéfiniment, la grogne qui couve et qui est perceptible à travers les pages qui leur sont dédiées ; leur patience est mise à rude épreuve et le sera sûrement encore davantage après le dénouement heureux pour nos amis avocats qui auraient donc choisi la meilleure manière pour se faire entendre et sans vouloir trop se précipiter en conclusion les médecins continuent d'espérer que le ministère des Finances sera aussi compréhensif et réceptif aux doléances justifiées de la corporation médicale qui passe, ces jours-ci, par une énième mauvaise passe de forte contamination virale qui en rajoute une couche aux tracasseries administratives qui ont atteint l'apogée avec la loi de finances 2022 qui en plus d'avoir grever

leurs revenus et menacer pour certains leur existence en tant que tel en multipliant par trois les taxes (IRG) et en rehaussant la TVA calquée sur une activité mercantile ; elle a aussi imposé une série ahurissante de formalités administratives et procédures chronophages et irritantes en total déphasage avec l'âme de l'activité médicale incompatible avec la bureaucratie régnante dans nos administrations et jugez en vous-mêmes : la tenue à jour d'un registre qu'il va falloir d'abord parapher auprès de l'administration fiscale, la déclaration mensuelle au lieu d'être annuelle comme c'était le cas jusqu'à présent et ceci impliquera des opérations bancaires de versement itératifs et d'incessants va et viens irritants auprès des recettes d'impôts avec une circulation de plus en plus difficile au moment où les formalités administratives en ligne sont partout plébiscitées afin de réduire les risques de transmission liés à la promiscuité qui semble plutôt être encouragée par le mode de fonctionnement de nos administrations.

**C**ette réalité concerne une majorité de médecins ; ils sont rares ceux qui peuvent s'offrir les services d'un comptable pour le faire à leur place d'autant que l'administration fiscale n'a pas pu donner d'alternative pouvant faciliter ces démarches en rendant possible les déclarations et le paiement en ligne qui mettront fin à leurs appréhensions et craintes légitimes qui impacteront leur activité qui elle-même exige disponibilité et ponctualité.

**C**ette situation perçue comme injuste pourrait ainsi contraindre à opter pour la confrontation préjudiciable aux malades en plein pic épidémique et à défaut d'une grève de soins à laquelle de plus en plus de professionnels appellent à déclencher bien que conscients qu'ils ne seront pas non plus épargnés par ses retombées négatives pour un choix cornélien assumé et imposé ; une question vitale pour la plupart ; à défaut donc de cette solution extrême ils n'auront d'autres alternatives que de répercuter inexorablement les charges sur les malades déjà accablés par la rudesse des conditions de vie ; d'ailleurs certains médecins en désespoir de cause ont déjà revu leurs honoraires à la hausse, d'autres parmi les plus nombreux encore sont dans l'expectative ; ils ont maintenu les mêmes tarifs croyant dur comme fer que cette loi sera revue et corrigée comme cela a été le cas l'année passée avec l'IFU (impôt forfaitaire unique) qui a été supprimé pour être en fin de compte reconduit ; cet espoir est d'autant plus grand maintenant que les doléances des avocats ont été exhaussées. Les médecins libéraux ont besoin d'un climat et d'un environnement serein et stable, stressés déjà qu'ils le sont depuis bientôt trois ans, par la pandémie et ses conséquences ; ils ne peuvent être soumis à chaque votation de la loi de finances à une épée de Damocès qui les guette et les empêche de pouvoir donner le meilleur d'eux-mêmes et contribuer efficacement à combattre cette épidémie qui les malmène sans relâche.



الوزير الأول يوقع مرسوما جديدا  
ويعطي الضوء الأخضر

## رسميا.. تمديد عمليات الإدماج إلى غاية 2023



أحمد بن عبد الرحمن

كل الجهود والإمكانات المادية والبشرية. مؤكدا بأنه سيتم طي ملف المتعاقدين في إطار جهازي المساعدة على الإدماج المهني والاجتماعي، على مستوى الهيئات والإدارات العمومية والقطاع الاقتصادي العمومي، مع بداية 2023. حيث قدر عددهم بـ 205 ألف و 293 عامل، أي ما يمثل 60 بالمائة، حيث يجري حسبه، استكمال العملية بفضل الاعتمادات المالية التي رصدتها الدولة للتكفل بإدماج المنتسبين للجهاز التابعين للهيئات والإدارات العمومية.

وكان الوضع الصحي بسبب جائحة كورونا (كوفيد-19)، قد أثر، حسب الوزير، في تراجع كبير في عملية الإدماج. وكذا عدم توفر مناصب مالية بالقدر الكافي للتكفل بالمستفيدين من هذه العملية، مؤكدا من جهة أخرى بأن الجهود متمسبة حاليا وتتضافر كل القطاعات المعنية على تأطير سوق الشغل في ولايات الجنوب، لضمان حوكمة أكثر وشفافية في تسييره من خلال الرقمنة، بإدراج إجراءات بالتنسيق والتشاور مع القطاعات المعنية تسمح بوضع إجراء للتكفل بعروض العمل التي لم تتم تلبيةها على مستوى إحدى الولايات الجنوبية.

خيرة لعروسي

تقرر رسميا تمديد إجراءات عملية إدماج المستفيدين من جهازي الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي لحاملي الشهادات إلى غاية 2023، للسماح بإدماج كل المعنيين الذين تتوفر فيهم الشروط القانونية بصفة تدريجية، بعد أن شملت العملية حسب الأرقام الرسمية، حوالي 150 ألف متعاقد على المستوى الوطني، أي ما يعادل 60 بالمائة من التعداد الإجمالي المقدر بأكثر من 346 ألف معني.

وقع الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن، مؤخرا، مرسوما تنفيذيا رقم 41\22، مؤرخ في 16 جانفي 2022، يعدل المادة الثالثة من المرسوم التنفيذي رقم 336\19، المتضمن إدماج المستفيدين من جهازي المساعدة على الإدماج المهني والإدماج الاجتماعي لحاملي الشهادات، حيث تقرر رسميا تمديد إدماج المستفيدين من العملية، على مدى السنوات 2019 و2020 و2021 و2022 و2023، حسب المناصب المالية المخصصة لهذا الغرض.

وسيسمح هذا التمديد بتسوية وضعية كل الشباب المعنيين، حيث بلغ عدد المتعاقدين، المستفيدين من الإدماج إلى غاية 13 جانفي 2022، حسب وزير العمل، 140 ألف و 795 من بين عدد إجمالي يقدر بـ 346 ألف و 88 عاملا، وينتظر أن يشمل الإجراء، أزيد من 205 ألف على المستوى الوطني، كونها مستمرة بالتنسيق مع جميع الجهات المعنية قصد الإدماج النهائي لمستفيدين، وهذا بحلول سنة 2023، وتم في هذا الإطار، يقول المسؤول الأول عن القطاع، توجيه تعليمات صارمة لمديري التشغيل للولايات، للسهر على متابعة هذا الملف حتى الإدماج النهائي لجميع المنتسبين للجهاز وفي الأجل المحددة، مع تمخير

# الحكومة تحدد شروط وإجراءات الحصول على إعانات أجهزة الدعم

حددت الحكومة الإجراءات المتخذة في مجال الحصول على إعانات أجهزة دعم تشغيل الشباب من خلال جملة من المراسيم التنظيمية المعدلة والمتممة للنصوص القانونية السابقة، والتي صدرت في العدد السادس من الجريدة الرسمية لسنة 2022، في إطار المرسوم الرئاسي المعدل والمتمم للمرسوم الرئاسي المتعلق بدعم تشغيل الشباب بهدف "دعم تشجيع إحداث أنشطة إنتاج السلع والخدمات وتوسيعها وتنويعها من قبل حاملي المشاريع".

بصفة فعلية من قرض غير مكافأ عند تاريخ نشر المرسوم المذكور في الجريدة الرسمية، غير أنه، يوكل التكفل بملفات الذين لم يتحصلوا بعد على التمويل عند تاريخ النشر إلى الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية، وفقاً لما تضمنه نفس المرسوم. كما يلقت المرسوم أيضاً إلى أن الصندوق يواصل ضمان تحصيل كل ديونه عن القروض التي منحها للبطالين أصحاب المشاريع إلى غاية التحصيل الكلي لها، وفي سياق ذي صلة، صدر في العدد المذكور كذلك المرسوم التنفيذي المعدل للمرسوم الذي يحدد شروط الإعانة المقدمة للشباب ذوي المشاريع ومستواها. ب. س



العمل الحر والتكوين وذلك بالاتصال مع المصالح العمومية للتشغيل". كما يشير المرسوم إلى أن الصندوق الوطني للتأمين عن البطالة يواصل "بصفة انتقالية" التكفل بالتمويل ومنح الإعانات والمزايا المحددة بموجب التنظيم المعمول به لفائدة البطلين أصحاب المشاريع البالغين ما بين 30 و55 سنة الذين استفادوا

الأساسي للصندوق الوطني للتأمين على البطالة، فزيادة على المهام الموكلة إليه من قبل، يساهم الصندوق بـ"التمويل الجزئي للدراسات المتعلقة بالأشكال غير النموذجية للعمل والأجور وتشخيص مجالات التشغيل ومكافئته"، والتكفل بمرافقة البطلين الذين يتكفل بهم في مجال البحث عن التشغيل ودعم

ب. سعيد

● في ذات المنحى، صدر المرسوم الرئاسي المعدل والمتمم للمرسوم الرئاسي المتعلق بجهاز القرض المصغر الذي أصبحت مهمة متابعة تنفيذ موكلة إلى قطاع المؤسسات المصغرة بدل التضامن الوطني، وقد تشكلت هذه النقطة محور المرسوم التنفيذي الثالث الصادر في ذات العدد، والذي يسند إلى الوزير المنتدب لدى الوزير الأول، المكلف بالمؤسسات المصغرة سلطة الوصاية على الوكالة الوطنية لتسيير القرض المصغر. وفي السياق نفسه، اشتمل هذا العدد أيضاً على المرسوم التنفيذي المعدل والمتمم للمرسوم التنفيذي المتضمن القانون

## في اجتماع بتقنية التحاضر المرئي عن بعد الحكومة تدرس مشاريع مراسيم تخص عدة قطاعات منها الصناعة



ترأس الوزير الأول، وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، أمس الأربعاء، اجتماعا للحكومة بتقنية التحاضر المرئي عن بعد، تم خلاله دراسة مشاريع مراسيم تنفيذية تخص عدة قطاعات، حسب ما أفاد به بيان لمصالح الوزير الأول، هذا نصه الكامل:

ترأس الوزير الأول، وزير المالية، السيد أيمن بن عبد الرحمان، الأربعاء 26 جانفي 2022، اجتماعا للحكومة بتقنية التحاضر المرئي عن بعد. وقد درست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي التقاط الآتية:

### في مجال الصناعة:

قدم مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 20 - 312 المؤرخ في 15 نوفمبر 2020، والمتضمن شروط وكميات منح رخصة جمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها في إطار نشاطات إنتاج السلع والخدمات.

وجدير بالإشارة، أن التعديلات المدخلة تهدف إلى إضفاء المزيد من تبسيط إجراءات منح رخص جمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها.

على صعيد آخر، قدم عرض حول آفاق إنعاش الشبكة الوطنية للصناعات الكهربائية وترقية الصادرات من المعدات والخدمات المنبثقة عن هذه الشبكة.

وينبغي التوضيح أن اختيار هذه الشبكة يجد مبرره في الفرص التي تتيحها السوق الوطنية، تبعا لتطور القدرات الوطنية لإنتاج ونقل وتوزيع الطاقة الكهربائية التي تشكل ميزة لتطوير وبعث هذه الشبكة.

فضلا عن ذلك، فإن هذا الخيار يرجع لتنوع وجودة المنتجات والمعدات الكهربائية المنتجة محليا بما يوفر فرصا للتصدير

14 / 11 / 2015، والمتعلق بالضمان

الاجتماعي للأشخاص غير الأجراء الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص.

يندرج مشروع هذا النص في إطار إصلاحات الضمان الاجتماعي التي باشرتها الدولة، ولاسيما من خلال تبسيط إجراءات تسيير نظام الضمان الاجتماعي للأشخاص غير الأجراء وتخفيف الإجراءات التي يجب أن يقوم بها الأشخاص الخاضعون للضريبة والمؤمن لهم اجتماعيا وكذا لضمان فعالية أفضل في التكفل بحقوقهم في مجال الضمان الاجتماعي.

### أما في مجال السياحة والصناعة التقليدية:

فقد قدم وزير السياحة والصناعة التقليدية عرضا حول إنشاء وكالة تتكفل بالمقار السياحي ومرافقة المشاريع الاستثمارية في مجال السياحة في آن واحد، لتكون بمثابة شباك وحيد.

وتتبع اقتصادنا خارج المحروقات.

### في مجال الأشغال العمومية:

تم تقديم عرض حول مشروع مرسومين تنفيذيين يتضمنان التصريح بالمنفعة العمومية للمعملتين المتعلقةين بما يلي:

- إنجاز نفق عند تقاطع الطريق الوطني رقم 08 والطريق الوطني رقم 61 والطريق الولائي رقم 59 بالكاليوتوس.

- إنجاز ازدواج الطريق الولائي رقم 133 على مسافة 6,5 كلم، التسم الذي يقع بين الطريق الولائي رقم 142 والطريق الولائي رقم 233، بما فيها منشأتان (02) قنيتان.

ويتعلق هذان المشروعان للتصريح بالمنفعة العمومية بمشروعين يندرجان ضمن المشاريع الاستعمالية التي ترمي إلى فك الاختناق المروري في العاصمة.

### في مجال العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي:

قدم مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 15 - 289 المؤرخ في

الشعب

بوعبة وطلبه لغيره بالتمست في 11 ديسمبر 2007

## تداعيات توقيع مذكرة تفاهم بين بنك الجزائر و«أيوفي» نحو حل مشكلة الضوابط الشرعية في البنوك الإسلامية وتوحيدها

ميرزا في منشوره عبر صفحته الافتراضية أنه "يقدم معايير تقيد عمل البنوك المركزية في البلدان الإسلامية خاصة".

ومن أهم هذه المعايير، ما يتعلق بمعدلات حساب كفاية رأس المال للبنوك، حيث ينجز المجلس معايير لحساب ذلك المعدل بما يتلأم مع معايير لجنة بازل العالمية المتخصصة في وضع تلك المعايير من جهة، وتتلأم مع طبيعة وخصوصية العمل المصرفي الإسلامية من جهة أخرى.

وشدد على أن الأمر "سيظلها باستمرار كلما أدخلت تعديلات على معايير بازل الأصلية، وهو ما جعلها تلقى الاعتراف من الهيئات المالية والتقنية الدولية، وتصبح إجبارية التطبيق من طرف البنوك الإسلامية في العديد من الدول العربية والإسلامية بعد تبني البنك المركزي لها في تلك الدولة".

وكان بنك الجزائر، قد وقع، الأسبوع الماضي، مذكرة تفاهم مع هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية "أيوفي"، بهدف التعاون والتنسيق لتطوير صناعة التمويل الإسلامي في الجزائر.

وبموجب هذه الاتفاقية، يعمل الطرفان "في المجالات ذات الاهتمام المشترك التي تدعم تطوير صناعة التمويل الإسلامي في الجزائر" وهو ما يشمل "التبادل الفعال للمعلومات، تنفيذ برامج بناء القدرات المشتركة في الجزائر والمتعلقة بمعايير هيئة أيوفي، فضلا عن استضافة الفعاليات والأنشطة لتعزيز الوعي بالتمويل الإسلامي في السوق المحلية لصالح مختلف المعنيين، بما في ذلك المهنيون العاملون في المجال التنظيمي والإشرافي في البنوك والمؤسسات المالية وكذلك الأكاديميون وعلماء الشريعة وغيرهم".

والسلام، حيث سيستفيدان من تلك الشروط والمعايير، وذلك عن طريق تعليمات صادرة عن البنك المركزي، وتصبح المعايير الشرعية موحدة، لكن - يضيف سليمان - فإنه ومن الناحية المحاسبية الأمور صعبة، لأن الجزائر لها نظامها الذي لا يمكن تجاوزه، أما من الناحية الشرعية، وفي حالة ما تقيدنا بها، سيساعدنا في حل مشكل تحديد الضوابط الشرعية، حيث ستكون شبه موحدة في طريقة تقديم الخدمة، نظرا لتقيد البنوك بشروط "أيوفي" بطريقة التقديم والمراحل والإجراءات.

ويعد أن شدد على أن البنك المركزي لم يشر إلى محتوى الاتفاقية، أكد الخبير أنه وفي حال تبنيه للمعايير الشرعية وأجبر البنوك على تبنيها أيضا، فإن طريقة تقديم الخدمة الإسلامية من الناحية الشرعية ستوحد، من طرف بنوكنا الإسلامية (وما يسمى بالشبابيك الإسلامية)، وستوحد كثيرا من شكل تقديم الخدمة أو المنتج المصرفي الإسلامي مما سيسهل من عمل هيئات الرقابة الشرعية، وهي الرقابة التي يُثار حولها الجدل في بلدنا، وهو الأشكال المطروح اليوم في الجزائر، خاصة وأن "أيوفي" تضم علماء من مختلف المذاهب ومن مختلف دول العالم الإسلامي، وهو ما يتيح لها إصدار تلك الأحكام الشرعية".

وأبرز أستاذ الاقتصاد، أن "هناك هيئة أخرى لا تقل أهمية عن الهيئة السابقة، وهي مجلس الخدمات المالية الإسلامية بماليزيا، والتي تقتصر العضوية فيها على البنوك المركزية، ونتمنى بالتالي انضمام بنك الجزائر إليها حتى يستفيد من الخدمات المهمة التي يقدمها هذا المجلس للصيرفة الإسلامية،

أكد الأستاذ بجامعة ورقلة سليمان ناصر، أن اتفاقية التعاون التي أمضاها بنك الجزائر مع هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية "أيوفي" بالبحرين، مؤخرا، خطوة هامة في سبيل ترشيد وتقويم مسيرة المالية الإسلامية والصيرفة الإسلامية بالخصوص في الجزائر، وتوحيد الضوابط الشرعية في المجال، من باب أن الهيئة متخصصة في إصدار معايير المحاسبة والمراجعة وضوابط الحوكمة والمعايير الشرعية.

### هيام لميون

أشار الخبير الاقتصادي لـ "الشعب"، أن الجزائر إحدى الدول التي وُضعت فيها أسس هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية بتوقيع مذكرة لتأسيسها في عام 1990، غير أنه ونظرا للظروف الأمنية التي كانت سائدة في تلك الفترة، ويحكم أن اقتصادنا كان مغلقا، وخرجنا للتو من نظام اشتراكي متهاك، حيث كان من المستحيل العمل في الجزائر، ومن ثم - يقول المتحدث - تم الاتفاق بالعمل على ذلك الإطار في دولة البحرين في سنة 1991، ميرزا أن هذه الهيئة تصدر معايير محاسبية وشرعية فيما يتعلق بالمنتجات المالية الإسلامية، منها المراجعة، المشاركة والإجارة وغيرها، وهي بذلك تضبط نوعين من المعايير، المحاسبية والشرعية، وتحدد الشروط الشرعية لذلك". وأضاف، أنه وفي حالة انضمام الجزائر للهيئة سألفة الذكر، فإنها ستكون أول المستفيدين من هذه المعايير، على غرار بنكي البركة

ملفات وزارية في اجتماع الحكومة أمس

# تبسيط إجراءات الضمان الاجتماعي ومشاريع لفك الخناق عن العاصمة

تبسيط إجراءات جمركة خطوط ومعدات الإنتاج الجديدة

ترأس الوزير الأول، وزير المالية، السيد أيمن بن عبد الرحمان، أمس الأربعاء، اجتماعاً للحكومة بتقنية التفاضل المرني عن بعد، وقد دزست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي، ملفات 4 قطاعات وزارية، منها تبسيط الضمان الاجتماعي للأشخاص الذين يمارسون نشاطاً لحسابهم الخاص، وكذا مراجعة شروط وكيفية منح رخصة جمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها في خطوة لتسهيل شراء "مصانع" تساهم في تحريك الاقتصاد الوطني.

المروري في العاصمة، وفي مجال العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي قدم الوزير مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 15 - 289 المؤرخ في 14/11/2015، والمتعلق بالضمان الاجتماعي للأشخاص غير الأجراء الذين يمارسون نشاطاً لحسابهم الخاص ويندرج مشروع هذا النص في إطار إصلاحات الضمان الاجتماعي التي باشرتها الدولة، ولاسيما من خلال تبسيط إجراءات تسيير نظام الضمان الاجتماعي للأشخاص غير الأجراء وتخفيف الإجراءات التي يجب أن يقوم بها الأشخاص الخاضعون للضريبة والمؤمن لهم اجتماعياً، وكذا الضمان فعالية أفضل في التكفل بحقوقهم في مجال الضمان الاجتماعي.

أما في مجال السياحة والصناعة التقليدية، فقدّم وزير السياحة والصناعة التقليدية عرضاً حول إنشاء وكالة تتكفل بالمقار السياحية وبرنامج المشاريع الاستثمارية في مجال السياحة في أن واحد، لتكون بمثابة شبك وحيد.



رقم 61 والطريق الولائي رقم 59 بالكاليوتوس، وإنجاز ازدواج الطريق الولائي رقم 133 على مسافة 6.5 كلم، القسم الذي يقع بين الطريق الولائي رقم 142 والطريق الولائي رقم 233، بما فيها منشأتان (02) فنيستان، ويتعلق هذان المشروعان بالتصريح بالمنفعة العمومية بمشروعين يندرجان ضمن المشاريع الاستعمالية التي ترمي إلى فك الاختناق

والمعدات الكهربائية المنتجة محلياً، بما يوفر فرصاً للتصدير وتويع اقتصادنا خارج المحروقات. كما كانت ملفات قطاع الأشغال العمومية، حاضرة في اجتماع الحكومة، إذ قدم الوزير عرضاً حول مشروع مرسومين تنفيذيين يتضمنان التصريح بالمنفعة العمومية للعمليات المتعلقة بإنجاز نفق عند تقاطع الطريق الوطني رقم 08 والطريق الوطني

وليد. ع

وفي السياق، قدم وزير الصناعة مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 20 - 312 المؤرخ في 15 نوفمبر 2020، والمتضمن شروط وكيفية منح رخصة جمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها، في إطار نشاطات إنتاج السلع والخدمات، وذلك بعد إدراج مجموعة من التعديلات التي تهدف إلى تبسيط إجراءات منح رخص جمركة خطوط ومعدات الإنتاج التي تم تجديدها. كما قدم عرضاً حول آفاق إنعاش الشعبوية الوطنية للصناعات الكهربائية وترقية الصادرات من المعدات والخدمات المنبثقة عن هذه الشعبوية، وينبغي التوضيح أن اختيار هذه الشعبوية يجد مبرره في الفرص التي تتيحها السوق الوطنية، تبعاً لتطور القدرات الوطنية لإنتاج ونقل وتوزيع الطاقة الكهربائية التي تشكل ميزة لتطوير وبعث هذه الشعبوية.

فضلاً عن ذلك، فإن هذا الخيار يرجع لتنوع وجودة المنتجات

## ارتفاع صادرات الجزائر من الغاز بـ 7,8%

بلغت 11,48 مليون طن في 2021

2013 "لتؤكد مجددا على ريادتها كمورد موثوق للغاز الطبيعي المميع إلى الأسواق العالمية" حسب التقرير الذي كشف بأن الدول العربية استحوذت على حصة سوقية عالمية بلغت قرابة 29,4 بالمائة العام الماضي.

في سياق ذي صلة، أكدت "أوابك" أن السوق العالمية تميز خلال الربع الرابع من سنة 2021 باستمرار ديناميكية تجارة الغاز الطبيعي المميع، والتي تجسدت في "المنافسة بين السوقين الأوروبي والأسوي على شراء شحنات لتأمين ذروة الطلب المعتادة في فصل الشتاء، وكذا بسبب التوترات السياسية في القارة الأوروبية التي زادت من المخاوف من احتمالية عدم توفر إمدادات كافية تلبية متطلبات الاستهلاك". وقد انعكس ذلك على الأسعار التي ارتفعت إلى مستويات تاريخية غير مسبوقة في تاريخ صناعة الغاز الطبيعي المميع، يضيف التقرير.

على مستويات مرتفعة من صادرات الغاز الطبيعي المميع خلال الثلاثي الأخير من السنة الماضية، حيث بلغ صادراتها مجتمعة نحو 27,64 مليون طن، مقابل 26,2 مليون طن خلال الربع المماثل من 2020 أي بنسبة نمو قدرت بـ 3,2% على أساس سنوي.

وأشارت المنظمة في هذا الشأن، إلى أن هذا المستوى المرتفع من الصادرات، جاء استمرارا للمستويات العالية التي حققتها الدول العربية منذ بداية 2021، بفضل تنامي الصادرات من الإمارات والجزائر وقطر ومصر، مع استمرار تشغيل محطات التميع في سلطنة عمان بكامل طاقتها الإنتاجية.

وبلغت الكمية الإجمالية لصادرات الدول العربية من الغاز الطبيعي المميع خلال عام 2021 نحو 111,7 مليون طن، مقابل 104,5 مليون طن عام 2020 أي بنسبة نمو تقدر بـ بالمائة. وتمثل هذه الكمية أعلى مستوى تحققه الدول العربية منذ

عمليات التصدير خلال الثلاثي الأخير من 2021، بحجم صادرات بلغ 0,7 مليون طن، وذلك بعد توقف دام لعدة أشهر خلال 2020، بينما تم تصدير الكمية المتبقية من منشآت تميع الغاز في "أرزوي".

وأوضح المصدر ذاته أن غالبية الشحنات من الغاز الطبيعي المميع التي صدرتها الجزائر خلال السنة الماضية، توجّهت إلى الأسواق الأوروبية لتلبية الطلب الأوروبي على الغاز، وبذلك جاءت الجزائر في المرتبة الرابعة ضمن أكبر مصدري الغاز الطبيعي المميع إلى أوروبا، يضيف التقرير.

وحسب معطيات "أوابك"، فإن تركيا كانت أبرز الوجهات المستقبلة للغاز الطبيعي المميع من الجزائر بحصة 37%، تلتها فرنسا بنسبة 20 بالمائة، ثم إسبانيا بـ 14%، وإيطاليا بـ 6%، والمملكة المتحدة بنسبة 6% أيضا، فيما شكلت الأسواق الأخرى نسبة 17%. وحافظت الدول العربية ككل

سجلت الصادرات الجزائرية من الغاز الطبيعي المميع نموا بـ 7,8% في 2021 لتبلغ 11,48 مليون طن، حسيما أورده تقرير منظمة الأقطار العربية للدول المصدرة لتستقطب "أوابك" صادر أمس الأربعاء.

في وجاء في التقرير المعنون "تطوّرات الغاز الطبيعي المميع والهيدروجين خلال الربع الرابع من سنة 2021"، أن الجزائر تحتّم عام 2021 بصادرات إجمالية مقدرة بـ 11,48 مليون طن، مقابل 10,58 مليون طن في 2020، أي بنسبة نمو سنوي مقدرة بـ 7,8%.

وخلال الثلاثي الأخير، بلغت الصادرات الجزائرية من الغاز الطبيعي المميع نحو 2,74 مليون طن، مقابل 2,5 مليون طن خلال نفس الفترة من سنة 2020، بنسبة نمو بـ 9,6% على أساس سنوي. ووفقا لبيانات المنظمة، فإن منشأة تميع الغاز في سكيكدة واصلت

## RELANCE ÉCONOMIQUE

# QUELLE PLACE POUR LE CAPITAL HUMAIN ?

Activer la stratégie nationale de relance et donner une forte impulsion au secteur économique figure aujourd'hui dans les priorités des pouvoirs publics. Juriste et fondateur du cabinet «MTA Business Consulting», Tarik Abdallah Mehdi estime que les entreprises algériennes manquent «cruellement» de recul pour percevoir l'ampleur et la valeur du capital humain, d'autant qu'il s'agit, selon lui, de la pièce angulaire de la croissance productive de l'entreprise. «Toute stratégie de relance économique ou de développement durable ne doit absolument pas passer sans un réel intérêt à l'investissement d'abord dans le capital humain, ce qui est loin d'être une simple exégèse théorique. Le capital humain est une réalité car c'est avant tout la dimension éducative du management», explique-t-il. Indiquant que l'investissement dans le capital humain et l'amélioration de la performance doit constituer et représenter un réalisme managérial pour les chefs d'entreprises algériennes, le chercheur regrette le fait que le secteur public soit «victime» d'une centralisation «sournoise» et laissant place à un autre état

d'esprit, celui du «beylik» dans le jargon populaire algérien. Il met l'accent sur l'efficacité d'un système d'information en entreprise et la gestion des données dans les deux dimensions de la fiabilité et la sécurité qui constituent, selon lui, des indicateurs de performance pour les entreprises. «Le développement d'une solution IT dans le cadre d'un système de management intégré est important. Cela constitue un gage d'une optimisation de la gestion et d'une conformité légale», souligne le juriste qui attire l'attention sur l'environnement de l'entreprise en affirmant qu'étant un acteur «incontournable» dans le processus économique, l'entreprise reste «attentive» et parfois «victime» de son environnement d'affaires (réformes politiques et législatives, mesures commerciales, fiscales et douanières...). Avec l'émergence des start-up en Algérie et les facilitations accordées par les autorités publiques, le conseil et la formation en gestion d'entreprise et l'entrepreneuriat n'est plus un choix mais une «nécessité» pour «faire face» aux défis d'une concurrence rude. L'impératif d'une ouverture aux marchés internatio-

naux et la recherche de nouvelles perspectives pour le développement économique imposent à ses yeux de «réfléchir» sur une stratégie de promotion du capital humain. «En veillant à encadrer l'activité économique en Algérie, les pouvoirs publics devraient réformer l'environnement légal et réglementaire, permettant une stabilité et un équilibre social au sein de l'entreprise algérienne. Cela va en parallèle avec la responsabilisation de l'appareil judiciaire et le sensibiliser quant aux préjugés relatifs à l'image des entreprises algériennes», ajoutera-t-il avant de conclure : «Une fois le capital humain valorisé, une fois ce réalisme managérial atteint, le statut d'acteur économique de l'entreprise algérienne sera complété et sa dynamique renforcée. Et avec la suppression de la règle d'investissement 51/49, les investisseurs étrangers pourront s'installer plus aisément en Algérie et auront donc besoin d'une assistance technique dans le volet conseil en investissement, diagnostic et représentation juridique et administrative».

**Tahar Kaidi**






وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Maïki, Benaknoun - Alger

البنوك والبنوك والبنوك - الجزائر  
البنوك والبنوك والبنوك